

GENÈVE

Une centaine de SDF en plus à la rue dès lundi

La caserne des Vernets fermera prochainement ses portes, laissant une centaine de sans-abri à la rue.

JEUDI 27 AOÛT 2020 RACHAD ARMANIOS



La caserne des Vernets avait été réquisitionnée en mars dernier par la Ville de Genève pour accueillir des sans-abri vulnérables face à la pandémie du Covid-19. KEYSTONE

PRÉCARITÉ En juin, au moment de prolonger l'hébergement d'urgence des sans-abri dans la caserne des Vernets, la Ville de Genève avait annoncé l'échéance: ce lundi 31 août, elle devra rendre les clés des bâtiments au canton pour permettre les travaux du vaste complexe urbanistique qui doit pousser après leur démolition. Dans un entretien à Léman Bleu, Christina Kitsos, chargée de la Cohésion sociale et de la solidarité, précise que les dispositifs d'accueil d'urgence de la Ville pourront accueillir, lundi, 314 personnes contre 404 jusque-là. Deux abris PC accueilleront à nouveau cette population, tandis que l'ancien foyer pour requérants à Frank-Thomas continuera de recevoir des sans-abri.

Lundi, Mme Kitsos devrait présenter en outre certaines solutions trouvées avec des partenaires – elle n’a pas souhaité s’exprimer dans l’intervalle. On se souvient qu’elle avait lancé un appel d’offres à hauteur de 200’000 francs pour un projet pilote visant à accueillir une dizaine de femmes, projet fondé sur une logique de réinsertion qu’elle veut voir prendre le pas sur l’accueil dit humanitaire ou «à bas seuil».

Reste que nonante personnes se trouveront à la rue, en plus des centaines qui le sont déjà, puisque les différents lieux d’accueil ne suffisent de loin pas à répondre à tous les besoins. Lesquels se sont d’ailleurs accrus depuis que de nombreuses personnes, en particulier des sans-papiers, ont perdu leur logement dans le contexte de la crise sanitaire. «C’est une catastrophe, déplore Alain Bolle, directeur du Centre social protestant et membre du collectif CAUSE (Collectif d’associations pour l’urgence sociale). Ces gens iront dormir dans les parcs, les parkings, sous les ponts, seront délogés par la police. Cela créera de l’insécurité.»

Il poursuit: «Une nouvelle fois, la Ville fait face toute seule à la problématique.» Le Conseil d’Etat a certes déposé un avant-projet de loi pour créer un fonds intercommunal, en consultation auprès de l’Association des communes genevoises. Mais face à l’échéance de lundi, «le canton et les communes n’interviennent pas», s’étonne Alain Bolle. Mme Kitsos, elle, a répété sur Léman Bleu les limites budgétaires de la Ville, elle qui aura dépensé 20,5 millions en 2020 pour l’hébergement d’urgence.

Alors que certaines solutions de logement en hôtel ont été trouvées par l'Armée du Salut, le foyer de la Roseraie et le CAUSE, ce dernier recherche des fonds privés pour développer cette alternative. Alain Bolle la juge économique, adaptée à la crise sanitaire et profitable au secteur hôtelier qui souffre du Covid.

Que fait ou a fait le canton pour atténuer les conséquences de la fermeture des Vernets ce weekend? Rien. Le Département de la cohésion sociale, dirigé par le conseiller d'Etat Thierry Apothéoz, compte sur son avant-projet de loi pour «régler, une bonne fois pour toutes, la question des compétences et des financements entre les acteurs concernés», selon son porte-parole, Henri Della Casa.